



Un autre monde  
est possible

# flamme d'Afrique

Vendredi 10 décembre 2004 - N° 1 - Quotidien du 3<sup>ème</sup> Forum Social Africain - Lusaka

## FORUM SOCIAL AFRICAIN

# Les leviers d'une résistance efficace



**Bréhima Touré**

Placée sous le thème « Une autre Afrique est possible. Résistances populaires et alternatives », la troisième édition du Forum social africain ne sonne pas le départ pour une nouvelle mobilisation autour de cette double dynamique. Elle tend plutôt à conforter les élans populaires qui se dessinent et se renforcent un peu partout en Afrique. Président du Forum social africain, Taoufik Ben Abdallah a parlé hier, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture organisée au centre international de conférence Mulungushi, d'un «hommage» à rendre «aux différentes formes de résistance menées par les peuples africains contre les politiques néolibérales qui les écrasent».

Ces résistances africaines de type nouveau sont le fait des syndicats, des groupes de jeunes, de femmes et autres organisations qui se battent quotidiennement contre les privatisations des services de base de comme l'eau, l'électricité, la santé, etc. Refusant ainsi «que nos ressources collectives soient affectées à une minorité de personnes», a indiqué M. Ben Abdallah, critiquant l'agrandissement du fossé des inégalités entre les riches et les pauvres. Ces résistances, pour être efficaces, devraient cependant être mieux organisées. D'où la «nécessité de construire un

*mouvement social fort, auto-nome et capable de proposer des projets alternatifs. Depuis trois ans, s'est-il félicité, le mouvement social africain avance dans ce sens à travers l'organisation de forums nationaux et régionaux, et en prenant une part active aux nombreuses batailles sur le continent et ailleurs contre les institutions internationales».*

Si cette dynamique offre aux acteurs sociaux du continent plus d'opportunités de rencontres et d'échanges, le dialogue entre les différentes composantes du mouvement, a-t-il déploré en soulignant les difficultés de la société civile à changer les choses à cause de sa faible influence politique. «Nous sommes fragmentés. Il n'y a pas suffisamment assez d'efforts sur le plan politique pour changer les choses. Nous avons encore du chemin à faire dans ce domaine», déplore le président du Forum social africain.

L'agenda de la mobilisation est pourtant chargé. Les différents orateurs qui se sont succédé ont aligné les urgences en dénonçant les privatisations des services sociaux de base comme l'eau, l'électricité, le téléphone, la santé. «Nous sommes déjà pauvres, si nous les laissons privatiser ces services, nous serons obligés demain de les payer plus cher», s'est exclamé l'Égyptien Sani Hamid. La

corruption et la dictature ont aussi été critiquées comme étant à la base de l'arriération du continent. Avec ce credo qui revient comme un leitmotiv : les Africains doivent se mobiliser pour combattre l'accapement des ressources collectives par des dirigeants corrompus et véreux. Il est temps que la société civile cherche à

peser sur les acteurs politiques en les obligeant à rendre compte de leurs actes au peuple, ajoutent de nombreuses voix dans ce forum. Sans des pouvoirs politiques légitimes soumis à la sanction des peuples en cas de manquements, l'Afrique aura du mal à sortir de l'ornière.

### Court africaine des femmes

## Zoom sur les drames au féminin

*Il y a eu des témoignages, des analyses, des poèmes, des chants et danses. Tout pour donner un aperçu de la situation difficile que vivent de nombreuses Africaines, du fait de leur identité et de leur statut. C'est donc une sorte de Tribunal des femmes africaines qui tenu hier, pour juger d'une situation dramatique. A l'issue des débats, un jury composé de personnalités du Forum social africain s'est chargé trancher. Avec des appréciations et des suggestions.*

Pour introduire ce process, Rabia Abdelkrim pose l'exigence de «créer une autre économie de la vie pour la vie». Quant à Corinne Kumar, elle demande «d'écouter les voix du rejet du silence qui a pérennisé les pouvoirs hégémoniques».

Les jugements des «experts» sont tombés à travers la voix du Prix Nobel de la paix 2004, Wangari Mathai, et de Boubacar Dembélé. La première, s'adressant à l'assistance par vidéo, dénonce les effets néfastes des politiques actuelles sur la vie des femmes. Le second,

critique le fardeau du service de la dette pour les besoins duquel les ressources sont détournées des services sociaux de base. Et si le système sanitaire s'avère déficient, par exemple, ce sont les femmes et les enfants qui en souffrent plus. De même, si les hommes perdent leurs emplois à cause des privatisations, les femmes doivent se «multiplier» pour nourrir les familles. Qui plus est, les enfants ne vont pas à l'école, diagnostique-t-il.

De nombreuses femmes ont defilé à la barre pour porter à la connaissance du jury et du public les difficultés que leur réserve la vie. Shallo Skaba, une paysanne éthiopienne a dépeint le vécu précaire que la chute des prix du café impose à sa communauté. «C'est comme si quelqu'un d'autre profite du café à notre place. Ce sont les femmes qui souffrent beaucoup de cette situation parce que nous portons le fardeau de la famille», confie-t-elle.

**Bréhima Touré**

### A propos de...

**Wawo Kara (Kenya) : «Parler des riches »**

«C'est le moment de parler des riches. Puisque ce sont eux qui ont toujours parlé de nous les pauvres. Pourquoi ne pas évoquer cette histoire qui est celle de l'exploitation de l'homme par l'homme ? Pourquoi ne pas évoquer maintenant, pendant qu'il est temps, ces riches qui sont responsables de la dépendance dans laquelle nous sommes aujourd'hui ? Contre les injustices, nous devons nous unir pour défendre la vie, créer une culture qui considère la vie comme une priorité, contrôler nos ressources, résoudre nos conflits. Demain ce sera trop tard.»

**Samir Hamid (Egypte) : «Couper les ailes du mal»**

«L'Afrique ne souffre pas seulement de la pauvreté. Elle souffre aussi d'un mal qui a deux ailes : la corruption et la dictature. Nous devons couper ces ailes avec des outils qui nous avons à fabriquer nous-mêmes. Pourquoi en Afrique nous n'avons pas d'Etats qui respectent la démocratie et la bonne gestion ? Nous y avons droit comme tout le monde. Nous pouvons arracher ce droit en informant les populations sur les dangers de la libéralisation des services sociaux de base. Créons une nouvelle pensée révolutionnaire pour y arriver.»

**Boubacar Diop (Sénégal) : «L'éducation, la première arme»**

L'éducation est transversale. C'est le premier pas de la libération de l'homme. Notre forum s'ouvre ce 10 décembre, Journée internationale des Droits de l'homme. C'est aujourd'hui que démarre partout au monde la campagne autour des Objectifs du millénaire (Omd). La société civile a un grand rôle à jouer dans ce domaine. On a vu que nos chefs d'Etat ont avoué à Johannesburg leur impuissance face à la dette et comptent sur la société civile pour mener des actions. Les solutions aux problèmes africains seront africains ou ne seront pas. Mais ne soyons pas amnésiques. C'est ici en Zambie qu'on a expulsé de nombreux ressortissants ouest-africains. C'est ici aussi qu'on a dénié à un ancien chef d'Etat sa nationalité.»

## Paix et conflits

# Stratégies de sortie de crise

Sékouba Savané

"L'Afrique de l'Ouest est en feu, aidez-nous". La supplique, lancée hier par l'Ivoirienne Solange Koné, à l'ouverture du Fsa, traduit une urgence pour les pays d'Afrique de l'Ouest. Mais aussi pour les autres régions du continent. Le thème du panel de ce samedi, sur "Paix et conflit en Afrique" pose ainsi un des principaux problèmes que connaît le continent.

Revendiquant son statut de femme révoltée vivant dans un pays jadis réputé symbole de paix, de fraternité et qui, en un laps de temps a basculé dans la guerre, elle clame sa colère. "Depuis des années on assiste à des tentatives de résolution de crises, en Afrique, qui marginalisent la société civile. Tout est laissé aux seuls politiques", confiera-t-elle au sortir de la salle.

Si Solange Koné est à

Lusaka, c'est qu'en plus de la question de la dette qui lui cause "des nuits blanches", elle est aussi en quête de déclic pour apaiser "son" Afrique de l'Ouest en ébullition et par extension tous les foyers de tension sur le continent, au nom de "la solidarité africaine".

Le Cecide, une Ong guinéenne, qui présente aujourd'hui le thème "Paix et conflit en Afrique" a piloté le Forum social ouest africain tenu en Guinée du 28 au 30 novembre derniers, où la thématique des conflits a été largement débattue. Lusaka pourrait paraître comme une plate-forme d'échange d'expériences en matière de résolution de conflits. Il sera peut-être question aussi de la spécificité de ces conflits africains. Car si les guerres en Afrique de l'Ouest ont des motivations essentiellement identitaires, il n'en va pas de même forcément pour l'Afrique centrale ou une autre partie du continent.



Le forum des jeunes du Fsa s'ouvre ce samedi.

## Question agraire

# Une nouvelle société rurale à construire

LA question agraire au programme du Forum social africain de Lusaka, ce samedi 11 décembre, n'a pas été décidée "à la carte", au regard de l'acuité des problèmes de terre en Afrique australe. Du moins à en croire Bernard Founou-Tchuigoua, directeur chargé de la recherche au Forum du tiers monde. Le fait que l'Afrique australe soit un théâtre par excellence des conflits fonciers sur le continent n'y est pour rien. "Le forum se serait tenu n'importe où en Afrique, nous aurions programé cette thématique. Car à l'échelle mondiale même, au moins la moitié de la population active vit en milieu rural", dit-il. Et c'est sans doute à cause des nouveaux enjeux du développement agricole que M. Founou-Tchuigoua parle de "nouvelle question agraire".

L'urgence, pour les altermondialistes, est de construire une société rurale où il ferait bon vivre. "Non pas seulement en améliorant l'agriculture, la pêche et l'élevage, mais aussi en créant un cadre de vie politique, culturel, égalitaire homme/femme qui donne aux jeunes l'envie de rester en milieu rural." Ce qui conduirait à la naissance d'une urbanisation maîtrisable aux antipodes d'une extension de bidonville qui favoriserait "le transport de la pauvreté rurale vers les milieux urbains".

La question est de savoir comment gérer les réformes avec réalisme. A savoir comment allier redistribution de la terre et mise en place des moyens agricoles dont une "minorité capitaliste" est presque la détentrice du "monopole".

S. Savané

## Objectifs du millénaire

# 2015, un futur à dessiner

Le Forum social africain se penche aujourd'hui sur les Objectifs du millénaire pour le développement (Omd). En 2015, si les Omd sont atteints, il ne devrait plus y avoir que 15% de personnes extrêmement pauvres dans les pays en développement au lieu de 30% aujourd'hui, soit un milliard d'indigents en Afrique sub-saharienne, en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est. Dans le même temps, tous les enfants en âge d'aller à l'école seront scolarisés. Il ne devrait plus y avoir cet énorme fossé qui sépare les hommes et les femmes quant à l'éducation, la santé, l'économie, voire au droit à la vie. Les Objectifs du millénaire sont également de réduire de façon conséquente la mortalité des enfants de moins de 5 ans et la mortalité maternelle.

Aussi idyllique que soit ce tableau, les Africains et particulièrement la société civile du continent noir ne souhaite pas donner un chèque en blanc au système des Nations-Unies qui a lancé l'initiative et aux institutions financières internationales qui ont pris le train en marche. En effet, dès l'année 2002, le Fonds monétaire international évoquait la nécessité de renforcer les articulations entre les Omd et les Documents de stratégies de réduction de la pauvreté (Dsrp). L'année suivante, la Banque mondiale réaffirmait la nécessité d'intégrer et d'articuler les Omd et les Dsrp. Or, ces deux cadres comportent quelques disharmonies. Leurs analyses de la pauvreté divergent en certains points, notamment en ce qui concerne la prédominance de la stabilisation macroéconomique sur les aspects qualitatifs et transversaux (genre, bonne gouvernance politique et sociale, etc).

En février 2003, des organisations de la société civile ouest africaine se sont réunies à Dakar pour se pencher sur la question. Il en a résulté quelques conditions pour une implication efficace dans la mise en œuvre et le plaidoyer pour les Omd. Il reste à savoir quelle sera la position du Forum Social africain face à un projet aussi louable qui nécessite un partenariat indirect avec la Banque et le Fonds

Souleymane NIANG

## Ille Forum Social Africano

# Solidariedade e resistência

Canções e discursos inflamados de apelos à solidariedade e a resistência da população marcaram a abertura do III Fórum Social Africano que decorre desde a manhã de hoje, 10, até ao próximo dia 14, no Centro de Conferência de Molungushi, Lusaka, capital de Zambia. Um evento que reúne representantes de 47 países do continente, mais de duas centenas de organizações da sociedade civil, entre sindicatos, ongs, associações juvenis e de mulheres, de entre outros, à volta do lema "Uma outra África é possível – Resistência popular e alternativas democráticas ao neoliberalismo".

Várias intervenções deram o mote ao III Fórum Social Africano (FSA) que se afirma, cada vez mais, como um espaço de resistência às medidas e programas impostos ao continente pelas instituições mundiais, designadamente Fundo Monetário Internacional, Banco Mundial e Organização Mundial do Comércio e de busca de alternativas para contrabalançar esse poderio, sem condições prévias. "Resistência porque o continente está a ser afectado por políticas neoliberais adoptados pelos estados e/ou impostos pelas organizações internacionais. Resistência através de acções que implicam os interesses do continente e da sua população. Resistência às políticas de privatizações que preconizam um crescimento vertiginoso mas que não se preocupam com as pessoas", afirmou o Secretário do Forum Social Africano, Taoufik Ben Abdallah.

Este responsável reconheceu, entretanto, que a maioria da população do continente ainda não consegue expressar ou então está limitada, ainda que seja portadora de experiências interessantes e de iniciativas que precisam ser conhecidas e valorizadas. Neste contexto, prosseguiu Taoufik Ben Abdallah, é preciso avançar com a construção de um FSA forte, nacional e com projectos que abarcam todo o continente. "Precisamos de um movimento social que corre riscos para nos defender. E isso é possível porque as organizações e instituições estão mais organizadas. Estão aqui 47 países, perto de 250 organizações da sociedade civil que, espero, estão dispostos a tudo fazer para produzir resultados, apresentar propostas e se exprimir o que quiserem e puderem", completa Taoufik, que se mostra, no entanto, consciente das dificuldades e do longo caminho a percorrer.

Um combate sem tréguas à corrupção que afecta todo o continente, com particular incidência em alguns países da sub-região e uma melhor educação para todos africanos foram outros assuntos apresentados na abertura deste III Forum Social Africano, a par dos apelos aos políticos, intelectuais, sindicatos, ongs e organizações civis para que sejam solidários e eilegem como prioridade os interesses da África marcaram a abertura deste evento, que se prolonga até 14 de Dezembro próximo, em Lusaka, Zambia.

Constança de PINA

## Flamme d'Afrique au rendez-vous

Ce journal qui n'existe que le temps d'un Forum social, en est à sa troisième expérience. Ceux qui étaient au Forum social mondial de Mumbai, en janvier 2004, l'ont vu naître. Le Forum social ouest-africain, organisé à Conakry du 28 au 30 novembre dernier, a été l'occasion de révisiter l'expérience. Avec ce rendez-vous de Lusaka, *Flamme d'Afrique* accompagne pour la troisième fois le mouvement social africain. Le temps de cette rencontre, le journal sera quotidien et entièrement dédié à la couverture des différentes manifestations qui se tiennent.

Cette initiative découle d'un partenariat entre Emda Tiers monde, l'Institut Paros Afrique de l'Ouest et Women for Change, dans une volonté d'impliquer davantage le secteur des médias et de la communication pour accompagner la marche du mouvement social africain et assurer une plus large diffusion des idées, des enjeux et des perspectives qui se dessinent autour. Sur tout dans la perspective du prochain Forum social mondial qui se tient à Porto Alegre en fin janvier 2005. Les journalistes qui composent la rédaction de *Flamme d'Afrique* viennent de différents pays africains. Au-delà de la réalisation du journal, ils travaillent aussi à l'information du public africain sur les activités et les enjeux de ce Forum social africain.

Dans une version trilingue (français, anglais, portugais) va paraître du samedi 11 au mercredi 15 novembre.

## Rédaction française et lusophone

Comité éditorial : Taoufik Ben Abdallah, Diana Senghor; Lumba Siyanga - Coordinateur : Tidiane Kassé - Rédaction : Souleymane Niang, Constança de Pina, Sékouba Savané, Bréhima Touré

Les participants souhaitant faire des contributions peuvent déposer les textes à notre rédaction, au premier étage, salle n° 13